

11.1 Principaux indicateurs économiques

En 2018, l'activité mondiale reste solide. Certaines économies émergentes, notamment la Chine et le Mexique, décélèrent légèrement mais le ralentissement est beaucoup plus net en Turquie, où l'inflation progresse en lien avec la dépréciation de la livre. Dans les économies avancées, l'activité ralentit aussi un peu mais la croissance reste supérieure à celle de 2016. L'activité accélère de nouveau aux États-Unis, portée par un fort rebond des dépenses gouvernementales et par les incitations fiscales qui ont soutenu l'investissement privé. Elle perd de l'élan au Japon où les événements sismiques et météorologiques ont pesé. Au Royaume-Uni, l'activité s'essouffle aussi, dans un contexte d'attentisme lié à la perspective du Brexit qui pèse sur l'investissement britannique. Dans la zone euro, l'activité décélère également, après le pic de croissance de 2017. En conservant des taux d'intérêt bas, la politique monétaire de la Banque centrale européenne favorise l'investissement des entreprises et permet de maintenir le dynamisme des encours de crédit dans la zone euro. Au sein de la zone, les grands pays européens présentent des disparités.

En 2018, en France, l'activité décélère nettement : en volume, le **produit intérieur brut (PIB)** s'accroît de 1,7 %, après + 2,3 % en 2017. Alors que le **revenu disponible brut des ménages (RDB)** progresse de 2,7 % en valeur, leurs dépenses de consommation finale augmentent de 2,4 % en valeur. Leur **taux d'épargne** croît pour s'établir à

14,2 % en 2018. Le **pouvoir d'achat** du RDB ralentit (+ 1,2 %, après + 1,4 % en 2017). Les **dépenses de consommation finale des ménages** fléchissent nettement en volume (+ 0,9 %, après + 1,4 % en 2017). La consommation collective des **administrations publiques (APU)** décélère en volume (+ 0,9 %, après + 1,1 % en 2017). L'**investissement** des entreprises ralentit mais reste dynamique en 2018 (+ 3,8 % en volume, après + 4,7 % en 2017). Au total, l'investissement des entreprises et leur comportement de stockage contribuent à hauteur de + 0,2 point à la croissance du PIB, après + 0,8 point en 2017.

En 2018, les **exportations** décélèrent plus modérément que les **importations**, si bien que la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB en volume se redresse (+ 0,7 point après - 0,1 point).

Les dépenses de rémunération versées par les **sociétés non financières (SNF)** à leurs salariés augmentent de 3,8 % en valeur en 2018, soit un rythme plus rapide que celui de leur **valeur ajoutée** (+ 3,0 %). L'**excédent brut d'exploitation (EBE)** ralentit ainsi nettement (+ 1,3 %, après + 3,2 % en 2017) et le **taux de marge** diminue pour s'établir à 31,2 %. L'épargne des sociétés non financières est quasiment stable en 2018 (+ 0,3 %). Leur investissement continue de progresser à un rythme soutenu, proche de celui de 2017 (+ 5,1 %, après + 5,3 %). Leur **taux d'autofinancement** diminue donc nettement en 2018 (- 4,4 points) pour s'établir à 93,4 %. ■

Définitions

Pouvoir d'achat : quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec une unité de revenu disponible brut (RDB). Son évolution est liée à celles des prix et des revenus. Ainsi, si les prix augmentent quand les revenus sont constants, le pouvoir d'achat diminue, alors que si la hausse des revenus est supérieure à celle des prix, le pouvoir d'achat augmente.

Taux de marge : rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée.

Taux d'investissement : rapport de l'investissement à la valeur ajoutée.

Administrations publiques (APU), dépense de consommation finale des ménages, excédent brut d'exploitation (EBE), exportations de biens et de services, importations de biens et de services, investissement ou formation brute de capital fixe (FBCF), produit intérieur brut (PIB), revenu disponible brut des ménages (RDB), revenu mixte, sociétés non financières (SNF), taux d'autofinancement, taux d'épargne des ménages, valeur ajoutée : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2019.
- « Les comptes de la Nation en 2018 – le PIB ralentit nettement (+ 1,7 % après + 2,3 %), le pouvoir d'achat des ménages ralentit peu », *Insee Première* n° 1754, mai 2019.
- « En 2018, le PIB en volume augmente de 1,7 % », *Information Rapides* n° 128, mai 2019.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Principaux indicateurs économiques 11.1

Produit intérieur brut selon 3 approches

en milliards d'euros

	2013	2014	2015	2016 (r)	2017 (r)	2018
Produit intérieur brut (approche production)	2 117,2	2 149,8	2 198,4	2 234,1	2 295,1	2 353,1
Valeur ajoutée brute au prix de base	1 899,8	1 927,2	1 967,5	1 996,8	2 044,0	2 090,9
+ Impôts sur les produits	234,6	240,4	250,0	257,0	271,0	283,9
- Subventions sur les produits	- 17,3	- 17,9	- 19,1	- 19,7	- 20,0	- 21,8
Produit intérieur brut (approche demande)	2 117,2	2 149,8	2 198,4	2 234,1	2 295,1	2 353,1
Dépense de consommation finale	1 667,2	1 686,2	1 711,6	1 742,5	1 783,1	1 819,4
+ Formation brute de capital	471,9	488,2	499,3	505,1	536,3	551,9
+ Exportations de biens et de services	621,7	637,8	672,6	675,8	707,3	737,4
- Importations de biens et de services	- 643,6	- 662,4	- 685,0	- 689,3	- 731,6	- 755,6
Produit intérieur brut (approche revenus)	2 117,2	2 149,8	2 198,4	2 234,1	2 295,1	2 353,1
Rémunération des salariés	1 109,5	1 126,7	1 141,4	1 163,3	1 198,0	1 231,9
+ Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	721,9	739,5	770,9	775,5	785,9	798,9
+ Impôts sur la production et les importations	330,8	339,1	350,6	359,7	376,4	393,0
- Subventions	- 45,0	- 55,5	- 64,4	- 64,3	- 65,3	- 70,7

Note : en euros courants.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Principaux agrégats de la comptabilité nationale par habitant

en euros courants par habitant

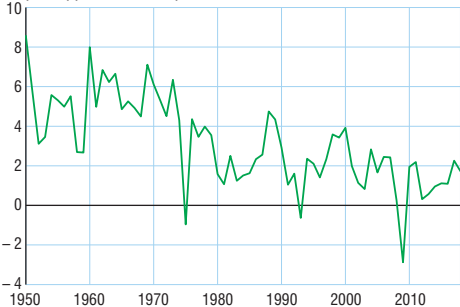
	2017 (r)	2018
Produit intérieur brut	34 223	34 978
Revenu disponible brut des ménages ¹	20 628	21 126
Dépense de consom. individuelle des ménages	17 767	18 131
Épargne brute des ménages	2 861	2 995
Capacité de financement des ménages	784	847

1. Y c. entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Évolution du PIB de 1950 à 2018

par rapport à l'année précédente en volume en %

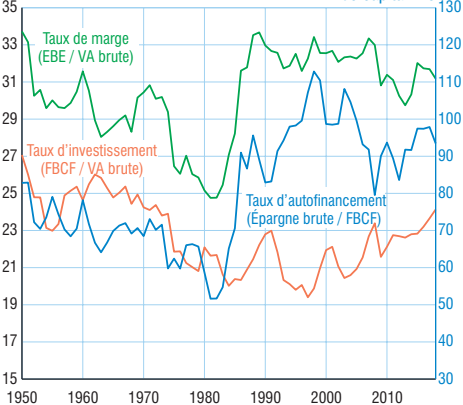


Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Taux de marge, d'investissement et d'autofinancement des sociétés non financières de 1950 à 2018

en % de la valeur ajoutée

en % de la formation brute de capital fixe



Champ : sociétés non financières hors entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

PIB par habitant dans l'UE

en indice base 100 pour l'UE

	2017 (r)	2018		2017 (r)	2018
Allemagne	124	123	Lettonie	67	70
Autriche	127	127	Lituanie	78	81
Belgique	116	115	Luxembourg	253	254
Bulgarie	49	50	Malte	98	98
Chypre	85	87	Pays-Bas	128	129
Croatie	62	63	Pologne	70	71
Danemark	128	126	Portugal	77	76
Espagne	92	91	Rép. tchèque	89	90
Estonie	79	81	Roumanie	63	64
Finlande	109	110	Royaume-Uni	106	104
France	104	104	Slovaquie	76	78
Grèce	67	68	Slovénie	85	87
Hongrie	68	70	Suède	121	121
Irlande	181	187	UE	100	100
Italie	96	95			

Note : les chiffres sont exprimés en standards de pouvoir d'achat (SPA), c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives. Cet indice est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

Source : Eurostat (extraction du 17 juillet 2019).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard